

DELIBERATION N° 2019-47

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 9 JUILLET 2019

Objet : Délibération relative aux critères généraux d'exonération du paiement des droits d'inscription nationaux

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants, R.719-49 et suivants,
Vu le Décret n° 65-906 du 23 octobre 1965 instituant une université à Nice,
Vu le Décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté interministériel du 14 mai 2010 attribuant les responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à l'Université de Nice,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu la délibération n°2017-63 du 28 juin 2017, portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'UNS à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration de l'UNS,
Vu l'avis favorable de la CFVU d'Université Nice Sophia Antipolis du 13 juin 2019, et du conseil académique de la ComUE Université Côte d'Azur du 3 juin 2019,
Vu les délibérations n° 2018-74 du 10 juillet 2018 du conseil d'administration de l'Université Nice Sophia Antipolis et n° 2018-45 du 16 juillet 2018 du conseil d'administration de la ComUE Université Côte d'Azur, instituant une commission d'exonération des droits d'inscription, commune à l'Université Nice Sophia Antipolis et à la ComUE Université Côte d'Azur,
Vu les délibérations n° 2019-31 du 30 avril 2019 du conseil d'administration de l'Université Nice Sophia Antipolis et n° 2019-33 du 6 juin 2019 de la ComUE Université Côte d'Azur, relatives aux droits d'inscription dus au titre de l'année universitaire 2019-2020 par les usagers mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 19 avril 2019¹,

Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Pascal CREMOUX, Directeur de la Formation,

Considérant que le montant des droits d'inscription acquittés dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, par les usagers qui y préparent des diplômes nationaux et des titres d'ingénieurs diplômés, ainsi que par les usagers mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation², sont fixés chaque année au niveau national, par un arrêté conjoint du ministre de l'action et des comptes publics, le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et le ministre des outre-mer,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 719-49 du code de l'éducation, sont exonérés de plein droit du paiement des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national ou du titre d'ingénieur diplômé, les boursiers de l'Etat et les pupilles de la Nation, dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,

¹ Arrêté relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur

² Etudiants qui se présentent aux épreuves classantes nationales une deuxième fois, dans les conditions précisées à l'article R. 632-5 du code de l'éducation.

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R.719-49-1 du même code, le ministre des affaires étrangères peut exonérer partiellement les étudiants étrangers du paiement des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national ou du titre d'ingénieur diplômé, dans ces mêmes établissements, en vertu d'une décision prenant en compte la politique étrangère, culturelle et scientifique de la France et la situation personnelle des usagers, y compris leur parcours de formation. L'attribution de l'exonération est notifiée par le ministre à l'étudiant et à l'établissement concernés,

Considérant que les étudiants accueillis dans le cadre d'une convention d'échange entre établissements ou d'un programme communautaire ou international d'accueil d'étudiants en mobilité sont exonérés de plein droit, dès l'instant où ces conventions et programmes le prévoient, et concernant les conventions d'échange, qu'elles ont été préalablement soumises à l'approbation de la commission formation et vie universitaire (CFVU) de l'UNS ou au conseil académique de la COMUE UCA,

Considérant que les conseils d'administration de l'UNS et de la ComUE UCA ont autorisé leur président à exonérer partiellement, au titre de l'année universitaire 2019-2020, les usagers mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 19 avril 2019, des droits d'inscription nationaux, de manière à ce qu'ils s'acquittent d'un droit identique à celui prévu au tableau 1 annexé audit arrêté, au lieu et place du tableau 2 annexé au même arrêté,

Considérant qu'en application des dispositions du 1° de l'article R.719-50 du code de l'éducation, il appartient au conseil d'administration d'un établissement public à caractère scientifique, culturel professionnel de fixer les critères généraux permettant à son Président de prendre la décision d'exonérer, en totalité ou partiellement, les étudiants qui en font la demande, en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi, dans la limite de 10 % des étudiants inscrits, non comprises les personnes mentionnées à l'article R. 719-49 du même code,

Considérant l'existence d'une commission d'exonération des droits d'inscription commune à l'UNS et à la ComUE UCA, et de fait la nécessité d'adopter une délibération commune aux deux établissements,

DECIDE de fixer les critères généraux d'exonération du paiement des droits d'inscription des étudiants comme suit :

ARTICLE 1 – La présente délibération concerne les usagers inscrits à l'Université Nice Sophia Antipolis (UNS) ou à la ComUE Université Côte d'Azur (UCA) pour la préparation d'un diplôme national ou d'un titre d'ingénieur diplômé délivré au nom de l'Etat, ainsi que les usagers mentionnés au 2° de l'article R.632-5 du code de l'éducation.

En sont toutefois exclus les usagers :

- **Bénéficiaire par ailleurs d'une exonération du paiement de ses droits d'inscription nationaux (bénéficiaires d'une bourse de l'enseignement supérieur accordée par l'Etat, pupille de la nation, programme/convention d'échange etc.) ;**
- **Titulaires d'un visa de séjour et dont les moyens de subsistance ont été justifiés auprès des autorités consulaires (sauf statut de réfugié et demandeur d'asile) ;**
- **En doctorat bénéficiant d'un financement de thèse : contrat doctoral, conventions industrielles de la formation recherche (CIFRE), European Industrial Doctorate ou toute autre source de financement (organismes de recherche, collectivités territoriales, fondations, associations, etc.).**
- **Inscrits hors diplômes nationaux (diplômes d'université, diplômes inter-université, diplômes d'établissement, certificats...) ;**
- **Titulaires d'une licence professionnelle de l'enseignement supérieur français depuis moins de 3 ans ;**
- **Titulaires d'un master de l'enseignement supérieur français depuis moins de 3 ans (sauf pour une poursuite d'étude en doctorat) ;**
- **Bénéficiaire déjà d'une exonération pour un autre diplôme au cours de la même année universitaire ;**
- **Internes en médecine sur la seule raison d'un retard de paiement de son salaire ou indemnité ;**
- **Ayant déjà bénéficié d'une exonération l'année précédente et ayant été absent sans justificatif aux examens ;**
- **Ayant déposé une demande de bourse de l'enseignement supérieur tant que son dossier est en instance de traitement ;**
- **N'ayant pas effectué les démarches d'inscription à l'Université dans les délais.**

ARTICLE 2 – La présente délibération s'applique aux droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national ou d'un titre d'ingénieur délivré par l'UNS ou par la ComUE UCA au nom de l'Etat, ou dus par les usagers mentionnés au 2° de l'article R.632-5 du code de l'éducation, tels que définis chaque année, par arrêté interministériel.

Les droits facultatifs et complémentaires, la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) en sont exclus. Il en est de même des frais afférents à la souscription d'une mutuelle complémentaire de santé etc.

ARTICLE 3 - Peuvent être exonérés totalement du paiement des droits d'inscription nationaux les étudiants qui en font la demande. Peuvent être exonérés du paiement des droits d'inscription pour la préparation d'un diplôme national délivré au nom de l'Etat, les personnels et enfants de personnels de l'Université Nice Sophia Antipolis et de la ComUE UCA dont l'indice majoré de rémunération est inférieur à 1320 et effectuant au moins un demi-service ou ayant un taux d'activité supérieur à 50% sur un emploi permanent, qui en font la demande.

Les décisions d'exonération sont prises au vu des critères suivants : les revenus de l'étudiant, de ses parents, la situation personnelle et familiale de l'étudiant, la progression régulière dans le parcours dans l'enseignement supérieur.

Nul ne peut prétendre à être exonéré des droits d'inscription au titre de la présente délibération plus de :

- Quatre années, consécutives ou non, pour une inscription en licence ;
- Deux années, consécutives ou non, pour une inscription en licence professionnelle ;
- Trois années, consécutives ou non, pour une inscription en diplôme universitaire de technologie ;
- Trois années, consécutives ou non, pour une inscription sur un diplôme national de deuxième cycle ;
- Quatre années, consécutives ou non, pour une inscription sur un diplôme national de troisième cycle.

Le nombre d'exonérations cumulé sur les diplômes nationaux relevant du premier cycle en cas de réorientation interne à l'établissement ne peut en outre excéder quatre.

Les dispositions du présent article sont modulées pour les publics particuliers que sont les sportifs de haut niveau, haut niveau universitaire, les étudiants en situation de handicap ou les étudiants ayant bénéficié d'un accompagnement pédagogique ou d'un parcours de formation personnalisé ayant conduit à un allongement de la durée de la période d'études. La commission d'exonération apprécie l'extension du droit à exonération qu'elle propose en fonction de la situation spécifique de chaque demandeur lorsqu'elle justifie une progression plus lente.

Nul ne peut prétendre à être exonéré du paiement des droits d'inscription nationaux au titre des années universitaires antérieures.

ARTICLE 4 - Les demandes d'exonération du paiement des droits d'inscription sont transmises pour avis à la commission mixte unique UNS/ UCA d'exonération du paiement des droits d'inscription sur critères sociaux chargée de les examiner. Cette commission est constituée comme suit :

- Le vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) de l'UNS ou son représentant ;
- Le vice-président du Conseil Académique (Cac) de la ComUE UCA ou son représentant ;
- Le vice-président étudiant ;
- L'assistant social de l'UNS en charge de la présentation des dossiers ;
- Un représentant parmi les élus étudiants de chaque instance, CFVU de l'UNS et Cac de la ComUE UCA (et un suppléant par représentant) ;
- Un représentant parmi les enseignants ou enseignants-chercheurs de chaque instance, CFVU de l'UNS et Cac de la ComUE UCA (et un suppléant par représentant) ;

La commission mixte examine selon un calendrier approuvé par la CFVU de l'UNS et le Cac de la ComUE UCA, les demandes déposées par les étudiants sur la base d'un formulaire validé par la CFVU de l'UNS et le Cac de la ComUE UCA.

ARTICLE 5 - Les assistants sociaux rendent compte aux membres de la commission mixte unique UNS/UCA de chacune des demandes, après avoir préalablement procédé à l'examen des pièces justificatives et après entretien avec le demandeur.

La commission mixte unique rend un avis au président de l'université concerné par l'inscription, au vu duquel il prend sa décision. Le Président notifie sa décision au demandeur.

Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article R.719-50 du code de l'éducation, cette décision est prise dans la limite de 10 % des étudiants inscrits, non comprises les personnes mentionnées à l'article R. 719-49 du même code (bénéficiaires d'une bourse de l'enseignement supérieur accordée par l'Etat et pupilles de la Nation).

ARTICLE 6 – La présente délibération, convenue pour une durée indéterminée, est applicable aux droits d'inscription nationaux dus à compter de la rentrée universitaire 2019/2020.

Elle annule et remplace toutes les dispositions antérieures relatives à la fixation de critères d'exonération des droits d'inscription au sein de l'UNS et de la ComUE UCA.

Elle ne remet toutefois pas en cause les délibérations des conseils d'administration de l'UNS et de la ComUE UCA relatives à l'exonération partielle des droits d'inscription dont bénéficient les usagers mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 19 avril 2019, au titre de l'année universitaire 2019-2020.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

Fait à Nice, le 9 juillet 2019

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2019-07 JUIL. 2019

PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNS LE :

TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES LE :

18 JUIL. 2019

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.